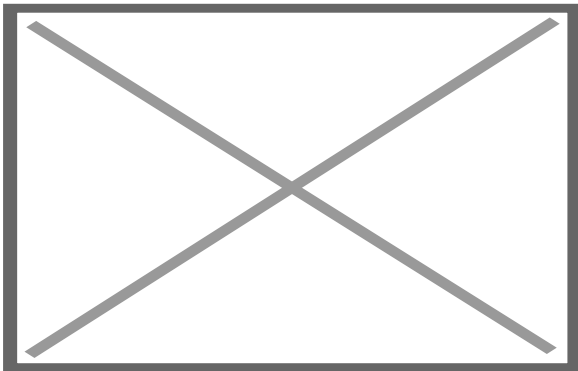


Pour la Justice, Non À lâ??Apartheid, en Palestine

Description

Les Ã©diteurs de The Nation â?? 27 septembre 2018

Un quart de siÃ¨cle aprÃ¨s Oslo, IsraÃ«l consolide sa domination, mais le mouvement mondial de rÃ©sistance grandit.



Un garÃ§on brandit un drapeau palestinien Ã la frontiÃ¨re IsraÃ«l-Gaza, au cours des affrontements avec les troupes israÃ©liennes lors dâ??une manifestation oÃ¹ les Palestiniens rÃ©clament le droit au retour dans leur patrie â?? 1^{er} avril 2018, Ã lâ??est de la ville de Gaza (Reuters/ Mohammed Salem)

Ce mois de septembre marque le 25^{Ãªme} anniversaire des Accords dâ??Oslo, qui ont Ã©tÃ© louÃ©s, par beaucoup de gens Ã lâ??Ã©poque de leur signature, comme lâ??aube dâ??une Ã¨re nouvelle au Moyen Orient, dans laquelle IsraÃ«l et lâ??Organisation de LibÃ©ration de la Palestine remplaceraient le conflit par des nÃ©gociations menant Ã la paix et Ã un Ã©tat palestinien.

Certains observateurs, Ã lâ??Ã©poque, dont Edouard SaÃ±d dans ce magazine, ont pointÃ© les failles dans cette dÃ©claration de 1993, parmi lesquelles tandis que lâ??OLP reconnaissait lâ??Ã©tat dâ??IsraÃ«l et renonÃ§ait Ã la violence, les accords nâ??ont jamais mentionnÃ© lâ??occupation israÃ©lienne, nâ??ont jamais notÃ© lâ??illÃ©galitÃ© des colonies israÃ©liennes et ne contenaient pas de promesse, ou mÃªme la moindre mention dâ??un Ã©tat palestinien comme rÃ©sultat final des conversations.

Quels quâ??aient Ã©tÃ© ses qualitÃ©s ou ses dÃ©fautes, le Â« processus de paix Â» dâ??Oslo, qui a fait lâ??objet dâ??un soutien actif pendant 25 ans, est mort dÃ©sormais. Il nâ??y a pas eu de nÃ©gociations depuis lâ??effondrement de la derniÃ¨re sÃ©rie de conversations pilotÃ©e par le SecrÃ©taire dâ??Ã©tat de Barack Obama, John Kerry, et il nâ??y a pas de signe de discussions sÃ©rieuses dans un avenir prÃ©visible. Ce que nous avons vu, au contraire, est une dÃ©tÃ©rioration choquante des conditions de vie des Palestiniens sous le gouvernement le plus Ã droite de lâ??histoire dâ??IsraÃ«l.

Benjamin Netanyahu, qui est dÃ©sormais le premier ministre dâ??IsraÃ«l Ã avoir gouvernÃ© le plus longtemps, est sur le point de rÃ©aliser un rÃªve qui lui est cher de longue date : non seulement la destruction du processus dâ??Oslo mais lâ??Ã©touffement de la derniÃ¨re chance dâ??une solution Ã deux Ã©tats pour ce conflit. Lâ??expansion des colonies par son gouvernement, dont Ã la fois Kerry et le nÃ©gociateur amÃ©ricain

Martin Indyk ont dit que c'était une raison clef de la rupture des négociations, a-tu l'espoir de cette solution en découpant la Cisjordanie en bantoustans discontinus. En même temps, les attaques militaires répétées d'Israël contre le peuple emprisonné à Gaza ont gravement endommagé l'infrastructure de la bande de Gaza ; l'ONU dit qu'elle sera invivable en 2020.

La pression israélienne qui s'intensifie a aussi été dirigée contre les citoyens palestiniens d'Israël, soit en gros 20% de la population. Le gouvernement a régulièrement démolé des villages bantoustans dans la région du sud du Neguev, dans une tentative de pousser de force leurs habitants dans un petit nombre de villes désignées exprès, permettant ainsi l'extension de la construction de logements juifs dans des zones anciennement bantoustanes. Et en juillet, la Knesset a voté la loi dite de l'État-Nation, qui proclame que « Jérusalem entière et unifiée » est la capitale d'Israël ; que le « droit à l'autodétermination dans l'État d'Israël est seulement celui du peuple juif ; et que « l'État considéré l'établissement des Juifs comme une valeur nationale. La loi déclare aussi que « Eretz Yisraël » (qui comprend toute la Palestine historique) est la patrie historique du peuple juif. Comme le remarque Rachi Khalidi sur TheNation.com, « le résultat est une loi qui nie l'existence même des Palestiniens et de leurs droits où que ce soit en Palestine, et non simplement l'intérieur des frontières lastiques à l'infini de l'État d'Israël ». Comme le note aussi Khalidi, l'apartheid peut être une description correcte de l'ordre actuel, mais à Gaza le plan ressemble plutôt à l'annihilation.

Les États Unis n'ont jamais été un intermédiaire honnête au Moyen Orient. Mais depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, Washington est même débarrassé d'un semblant d'équilibre. Trump a laissé tomber l'engagement américain de longue date pour une solution à deux États et il s'est servi, comme son envoyé au Moyen Orient et comme ambassadeur des États Unis, de deux hommes, [Jason Greenblatt](#) et [David Friedman](#), qui sont personnellement des soutiens des colonies israéliennes. Trump a reconnu la souveraineté d'Israël sur Jérusalem illégalement annexée en 1967 et y a placé l'ambassade américaine à un moment où des soldats israéliens tiraient sur des centaines de Palestiniens de Gaza qui manifestaient pacifiquement en revendiquant leur droit au retour. Dans un acte exceptionnellement cruel et malveillant, l'administration Trump a aussi coupé tout financement à l'Office de Secours et de Travaux de l'ONU (l'UNRWA) qui fournit une aide terriblement nécessaire aux millions de réfugiés palestiniens, ainsi que les 200 millions de dollars (174 millions à peu près) d'aide économique aux Palestiniens et aux habitants de Jérusalem. Et l'administration a fermé le bureau de l'OLP de Washington. Etant donné une telle attaque multiforme, il est difficile de prendre au sérieux la promesse de l'administration de l'imminence d'un nouveau plan de paix.

Face à l'expansion sans pitié des colonies israéliennes et à l'impossibilité de la communauté internationale de faire advenir une solution pacifique au conflit, des groupes de la société civile palestinienne ont appelé à une campagne de boycott, de désinvestissement et de sanctions contre Israël, qui a inspiré un mouvement croissant de solidarité à la base. Reconnaisant son pouvoir potentiel, le gouvernement de Netanyahu a déclaré, il y a plusieurs années, que BDS était une « menace stratégique » et a déclaré un ministre du gouvernement au combat contre ce mouvement.

Les groupes de lobbying américains qui sont des substituts d'Israël se sont joints à ce combat et un élément clef de leur stratégie est de qualifier BDS et des campagnes similaires d'antisémitisme (ironique, vu le récent copinage de Netanyahu avec le premier ministre antisémite Viktor Orbán). L'administration Trump, qui a elle-même flirté avec des antisémitisme, participe pleinement : le Bureau pour les droits civils du département de l'Éducation a récemment annoncé la réouverture d'une enquête sur l'antisémitisme supposé à l'Université Rutgers à des accusations que l'administration Obama avait considérées d'outrages de fondement à fonder sur une définition

hautement contesté de l'antisémitisme pouvant être utilisé pour censurer toute critique d'Israël.

Ces jours-ci peuvent paraître sombres pour la cause palestinienne, mais le mouvement de solidarité grandit, de plus en plus de gens prennent leurs distances vis-à-vis du gouvernement israélien qui se débarrasse avec constance de ses éléments démocratiques et libéraux. Avec l'évanouissement de la solution à deux États, un État d'apartheid de fait est né, dans lequel la moitié de la population n'a que peu ou pas de droits. Un tel système ne peut survivre à long terme. Ceux pour qui la justice compte et qui croient, comme nous, que les Juifs et les Palestiniens en Israël-Palestine peuvent et doivent trouver un moyen de partager la terre de façon harmonieuse, avec des droits égaux pour tous, auront à redoubler leurs efforts pour mettre fin à l'oppression israélienne et trouver une juste solution au conflit.

Source : [The Nation](#)

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

date créée

2018/10/05